

L'Adresse—M^{me} Jewett

cet égard. Comme beaucoup d'entre nous comptons des électeurs d'origine indienne et sikh, j'espère que nous nous accorderons tous à reconnaître la nécessité de dépêcher en Inde au nom du Parlement une commission d'enquête chargée de recueillir les données qui nous permettront de nous prononcer judicieusement sur l'aide à accorder aux habitants de ce pays. Il s'agira, j'espère, d'une commission d'enquête formée de représentants des trois partis qui sera créée d'ici quelques semaines ou quelques mois tout au plus.

Je le répète, nous sommes d'accord sur bien des points, mais nous divergeons d'opinion sur bien d'autres encore. Le spectre de la guerre grandit en Amérique centrale. Le risque d'une guerre régionale où seraient impliqués les États-Unis n'a jamais été aussi grand. Les conflits militaires perpétuels, la guerre larvée, les attaques frontalières et la violation ridicule des droits de la personne sont monnaie courante en Amérique centrale. Malgré les reproches exprimés par le Congrès américain et les protestations internationales à la suite du minage des ports nicaraguéens au début de l'année dernière, l'administration Reagan n'en continue pas moins son agression militaire, son sabotage économique et ses attaques contre le Nicaragua. Cela menace non seulement la souveraineté et l'indépendance de ce pays mais aussi l'application du droit international, le droit d'un peuple à l'autodétermination, les efforts accomplis sur la voie du développement et de la démocratie de même que la paix et la stabilité de l'hémisphère occidental.

Les États-Unis ont tellement militarisé le Honduras qu'ils mettent en péril cette démocratie naissante et son économie. Au Guatemala, les massacres et les violations flagrantes des droits de la personne continuent et ont été bien documentés.

Comment le gouvernement actuel a-t-il réagi à la crise en Amérique centrale? Il a d'abord refusé d'accroître notre représentation diplomatique et politique dans la région. Pendant qu'on se dispute à propos de la représentation du Canada dans les régions vinicoles de la France, le gouvernement accepte que le Canada ne soit pas représenté, sauf à l'occasion par une visite mensuelle, au Salvador, au Honduras et au Nicaragua. Ce que cela veut dire, c'est que les conservateurs, comme les libéraux avant eux, continueront de dépendre du département d'État et du ministère de la Défense des États-Unis ou encore de la Maison blanche pour obtenir des renseignements et des évaluations au sujet de cette importante région. Les conservateurs ne font que continuer à appliquer la politique d'un ancien ministre libéral, Mark MacGuigan, qui consistait à acquiescer silencieusement à la politique des États-Unis relativement à l'Amérique centrale.

Deuxièmement, l'une des premières décisions du gouvernement en matière de politique étrangère a été de refuser d'envoyer des observateurs aux récentes élections au Nicaragua. Même si, plus tôt cette année, le Canada avait envoyé des observateurs officiels aux élections du Salvador, le gouvernement a refusé de faire la même chose pour le Nicaragua. Le gouvernement conservateur ayant anticipé le résultat des élections a encore une fois acquiescé aux désirs de Washington.

En troisième lieu, le gouvernement a fait faux bond et aux Canadiens et à la cause de la paix en Amérique centrale d'une façon encore plus éhontée. Dans le courant de l'année, tous les partis à la Chambre étaient convenus que les efforts du groupe Contadora étaient le seul moyen réaliste de rétablir la paix en

Amérique centrale. Tous les partis ont affirmé qu'ils appuyaient ces efforts. En septembre dernier, quand les ministres des Affaires étrangères membres du groupe Contadora ont présenté un plan de paix pour l'Amérique centrale, les pays concernés l'ont approuvé. Le Nicaragua entre autre, à la grande surprise des États-Unis. La France de même que d'autres pays européens. Mais les États-Unis, qui avaient réussi à imposer certains éléments dans le plan de paix, ont refusé par la suite de l'appuyer après que le Nicaragua eut donné son accord. Ils ont invoqué des problèmes de vérification. Quels problèmes? Ni la France ni aucun autre pays n'a soulevé cette question. Pas plus que les pays membres du groupe Contadora. Seuls les Américains y voient des problèmes et notre gouvernement, par la voix du secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark), faisant écho aux alarmes de Washington, a commencé à y voir des difficultés.

Ce que notre gouvernement ne semble pas réaliser c'est que Washington cherche à retarder indéfiniment la mise en œuvre du plan Contadora. Il suffit pour s'en convaincre de lire un article du *Washington Post* du 13 novembre lequel révèle la teneur d'un document présenté par le Conseil de sécurité nationale des États-Unis le 30 octobre dernier, à une de ses réunions que présidait le président Reagan. D'après ce document qui, à ma connaissance, n'a encore été transmis qu'au *Washington Post*, la politique étrangère des États-Unis vise à contrecarrer les efforts déployés par le Venezuela, Panama, la Colombie et le Mexique, soit les pays du groupe Contadora, pour obtenir au plus tôt la signature d'un traité de paix régional proposé pour l'Amérique centrale. On y affirme en fait que les États-Unis ont réussi à entraver le plan de paix.

• (1520)

On peut aussi lire dans le document qu'il subsiste des problèmes pour ce qui est d'amener les quatre pays clés, c'est-à-dire le Guatemala, le Honduras, le Costa Rica et le Salvador, à adopter une position conforme à la politique américaine contre le Nicaragua, cinquième signataire possible. On a du mal à convaincre les pays clés de souscrire à la politique américaine qui demande à attaquer, affaiblir et détruire le Nicaragua.

Dans l'étude de sa politique en ce qui concerne l'Amérique centrale, le gouvernement pourrait peut-être prendre connaissance de certains de ces documents, tel celui que je viens de citer, soit un document du Conseil national de sécurité des États-Unis, plutôt que de se fier à ce qui lui parvient du département d'État, du Pentagone et de la Maison blanche.

Voilà qui, à mon avis engendre le cynisme chez nos électeurs. Les députés s'en rappelleront: lorsque le premier ministre (M. Mulroney) a pris la parole à Antigonish le 28 septembre dernier, il a déclaré que «son ambition la plus chère était de faire diminuer la menace de guerre et de cultiver les chances de paix».

Cependant, si le gouvernement manque à ses engagements envers les Canadiens et envers la cause de la paix en Amérique centrale, il manque également à ses engagements sur d'autres aspects de la poursuite de la paix comme l'urgente nécessité du désarmement nucléaire. Il est intéressant de noter que le gouvernement a choisi deux porte-parole éminents et habiles pour exposer ses politiques dans ce domaine, et dont le moindre n'est pas le nouvel ambassadeur du Canada à l'ONU et, aussi le nouvel ambassadeur en matière de désarmement. Bien que